

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321

Email: situationroom@africa-union.org

2^{ème} REUNION DU GROUPE DE SUIVI ET DE SOUTIEN A LA TRANSITION AU MALI

Lomé, 08 mars 2021

Conclusions

1. Le Groupe de suivi et de Soutien à la Transition au Mali (GST-Mali) a tenu sa deuxième réunion à Lomé (Togo) le 08 mars 2021, sous les auspices de l'Union africaine (UA), de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des Nations unies, co-présidents du Groupe. La cérémonie d'ouverture a été présidée par SEM. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise.
2. La réunion a été co-présidée par SEM. Smaïl Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale du Mali, SEM Zeini Moulaye, du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et des togolais de l'Extérieur, SEM Robert Dussey, de la Ministre des Affaires Etrangères du Ghana, S.E. Mme Shirley Ayorkor Botchway Président en exercice du Conseil des ministres de la CEDEAO et SEM Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire General Adjoint des Nations Unies chargé du Maintien de la Paix. SEM Sabri Boukadoum, Ministre des Affaires Etrangères de l'Algérie, SEM Alpha Abbary, Ministre des Affaires Etrangères du Burkina Faso, SEM. Mamadou Tangara, Ministre des Affaires Etrangères de la Gambie et SEM Henry Boimah Fahnbulleh, Vice-Ministre des Affaires Etrangères du Liberia ainsi que la Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de l'Espagne, Mme Cristina Gallache ont pris part à la réunion.

La réunion a aussi connu la participation de S.E. Mme Minata Samaté Cessouma, Commissaire aux affaires politiques de l'UA du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations unies, Chef de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), SEM Mahamat Saleh Annadif et du General Francis Awagbè Béhanzin, Commissaire aux Affaires Politiques, Paix et à Sécurité de la CEDEAO et du Représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

La réunion a également connu la participation des pays voisins du Mali et des pays membres de la CEDEAO, ainsi que des pays observateurs et organisations internationales et partenaires bilatéraux et multilatéraux¹.

3. Les participants ont été informés par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale du Mali de l'évolution du processus de Transition en cours dans le pays, notamment sur les avancés réalisés dans les réformes politiques et institutionnelles, l'état de préparation des élections générales de 2022, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, la situation économique, la situation humanitaire ainsi que les défis liés aux questions de défense et de sécurité. Les participants ont eu des échanges approfondis sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion.

¹ Algérie, Allemagne, Bénin, Burkina Faso, Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Gambie, Guinée Bissau, Ghana, Libéria, Niger, Nigéria, Royaume Uni, Russie, Sénégal, Sierra Leone, Suisse, Tchad, Togo, BAD, Banque mondiale, CEDEAO, FMI, OCI, OIF, ONU, UA, UE.

4. Les participants ont pris note avec satisfaction des avancées enregistrées depuis la réunion inaugurale du GST-Mali tenue le 30 novembre 2020 à Bamako dont certaines recommandations ont déjà été mises en œuvre, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte de la Transition. A cet égard, ils se sont félicités du parachèvement de la mise en place des organes de la Transition à travers la mise en place du Conseil National de Transition (CNT) dont le rôle est crucial pour l'adoption des réformes attendues. Le fonctionnement de l'ensemble des organes de la Transition est un gage non négligeable de la réussite du processus en cours.
5. Les participants ont salué l'initiative du Premier ministre du Mali de rencontrer, le 10 février 2021, la classe politique malienne pour échanger sur les principaux défis de la Transition ; ils ont souligné la nécessité pour les parties prenantes maliennes de maintenir et consolider cet espace de dialogue et de concertation pour la préservation de l'esprit de consensus dans la conduite de la Transition, en vue d'aboutir à des Réformes hardies et des élections apaisées.

Les participants ont également salué l'adoption, par le Conseil National de Transition, du Plan d'action du Gouvernement de la Transition le 22 Février 2021. Ce Plan d'action qui définit six axes prioritaires permettront de faciliter un accompagnement adéquat des partenaires. Sur la préparation des élections, les participants ont pris note des initiatives du Gouvernement, notamment la création d'une Cellule d'appui au processus électoral qui dispose d'un espace politique de concertation ouvert à l'ensemble de la classe politique. Ils ont exhorté l'ensemble des acteurs du processus électoral à faire de cet outil un véritable cadre de dialogue pour la recherche du consensus sur les réformes électorales à mettre en œuvre dans la perspective des élections de 2022. Ils ont également noté la décision des autorités de la Transition de mettre fin, conformément à la loi, au mandat des membres de la Commission Nationale électorale Indépendante (CENI) et attendent avec un grand intérêt la mise en place du dispositif organique définitif de gestion des prochaines élections ainsi que la finalisation consensuelle, et dans les meilleurs délais, d'un chronogramme détaillé pour les futures échéances électorales.

6. Les participants ont exprimé leurs préoccupations face aux risques que pourront engendrer les mouvements sociaux déclenchés par plusieurs syndicats et corporations dans divers secteurs de la vie socioéconomique du pays, malgré la signature le 05 février 2021 d'un accord avec l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM). A cet égard, ils ont lancé un pressant appel à l'ensemble des parties prenantes à privilégier le dialogue et le compromis afin d'apaiser le climat social. Ils ont noté la volonté du gouvernement d'organiser une conférence sociale à l'issue de laquelle pourrait être signé un PACTE SOCIAL entre les acteurs sociaux et le gouvernement pour un climat social plus apaisé. Les participants ont rappelé la nécessité pour l'ensemble des forces vives de la nation malienne de contribuer à la réussite de la Transition compte tenu de la délicatesse de cette période. Dans ce contexte, ils ont aussi insisté sur l'impératif du respect scrupuleux du délai de 18 mois prévus par la Charte de la Transition.

7. Les participants ont salué les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord de paix, particulièrement l'adoption, le 18 décembre 2020, de la feuille de route actualisée pour la mise en œuvre de l'Accord et la tenue à Kidal le 11 février 2021 de la 5^{ème} session ministérielle du Comité de Suivi de l'Accord (CSA), expression d'une nouvelle dynamique de confiance entre les Parties maliennes signataires de l'Accord. Les participants ont apprécié les annonces faites à cette occasion par les partenaires du Mali. Ils ont rappelé l'importance de l'Accord de paix et exhorté les Parties signataires à tout mettre en œuvre durant la période de Transition pour obtenir des avancées significatives, et ont à cet égard salué les efforts consentis par l'Algérie, Chef de fil de la Médiation Internationale. Les participants ont aussi apprécié les visites effectuées par des membres du Gouvernement dans les régions du Nord, y compris celles des autorités militaires aux troupes engagées sur les théâtres des opérations et la tenue le 09 février de la réunion de niveau décisionnel sur la mise en œuvre du volet « Défense et Sécurité » de l'Accord. Les participants ont enfin encouragé la partie malienne à poursuivre cette dynamique de confiance et de concertation pour faire avancer la nouvelle feuille de route de mise en œuvre de l'Accord
8. Les participants se sont réjouis des contributions annoncées par des pays et organisations membres du Groupe, notamment le décaissement immédiat de plus de 57 millions de dollars US (plus de 31 milliards de FCFA) accordé par le Fonds Monétaire International (FMI) en appui aux réformes économiques prévues par le Gouvernement. Ils ont lancé un appel à l'ensemble de la Communauté internationale pour apporter au Mali l'appui technique et financier nécessaire à la mise en œuvre de la feuille de route de la Transition et du Plan d'action du Gouvernement.
9. Les participants ont remercié l'UA, la CEDEAO et les Nations unies, pour leurs efforts conjoints en appui à la Transition au Mali ainsi qu'à la Médiation Internationale pour la mise en œuvre de l'Accord de Paix et de Réconciliation et tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux pour leur mobilisation et leur accompagnement pour la paix, la concorde et le développement socio-économique au Mali.
10. Les participants ont noté avec satisfaction les efforts soutenus de SEM. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise pour l'accompagnement du Mali et invitent le Togo à poursuivre ses efforts pour l'approfondissement du dialogue politique et le renforcement de la paix et la stabilité au Mali et dans le Sahel.
11. Les participants ont exprimé leur profonde gratitude au Gouvernement de la République du Togo pour les facilités et l'hospitalité qu'elles leur ont réservé à l'occasion de cette réunion. Ils ont remercié les co-organisateurs de cette réunion et ont convenu de tenir la prochaine réunion du Groupe au mois de juin 2021 à Bamako, à une date qui sera fixée par voie de consultation.